

TENDANCES INTERNATIONALES - Un contexte économique mondial globalement porteur ... malgré la persistance de réelles tensions géopolitiques et commerciales

Selon les dernières prévisions du FMI (janvier 2018), la croissance mondiale qui, en 2016, avait été la plus faible depuis 2010 (+3,2%), a profité en 2017 d'un contexte plus dynamique pour s'affermir (+3,7% en moyenne annuelle) aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents. Environ 120 pays, qui représentent trois quart du PIB mondial, ont en effet enregistré une accélération de leur croissance l'année passée : il s'agit de l'accélération synchronisée de la croissance mondiale la plus large depuis 2010.

Fin 2017, les indicateurs de confiance ont atteint, dans nombre d'économies avancées, leur point haut historique (investissements dynamiques, amélioration du marché de l'emploi, consommation solide) tandis qu'ils observaient des orientations également favorables dans les économies émergentes (demande extérieure en hausse).

En ce début d'année 2018, ces indicateurs restent à des niveaux très élevés mais tendent à se stabiliser, voire à se réduire légèrement, signalant sans doute que le cycle de croissance pourrait avoir atteint son point haut.

En prévision sur 2018, la croissance mondiale resterait néanmoins soutenue à près de 4%.

Des échanges mondiaux en nette progression

Sur les 12 derniers mois à fin janvier 2018, les exportations mondiales de marchandises en valeur ont progressé de près de 11% comparé aux 12 mois précédents. Cette reprise du commerce mondial fait suite à 2 années consécutives de repli : -2,5% sur l'ensemble de l'année 2016 et -11% en 2015.

Si la tendance haussière des cours des matières premières, observée en 2017, impacte logiquement la valeur des flux, ce rebond s'explique toutefois avant tout en raison d'une croissance des volumes échangés entre et au sein des grandes zones économiques.

Matières premières : poursuite de la hausse des cours ... à des niveaux toujours bien en deçà des pics atteints en 2011/2012

Dans un contexte de demande mondiale mieux orientée depuis près de deux ans, les cours des matières premières affichent globalement une tendance à la hausse qui reste cependant encore mesurée mais aussi irrégulière. Si sur un an à début avril 2018, l'indice d'ensemble des matières premières (CRB) enregistre une croissance de 5%, pétrole, métaux industriels et produits agricoles s'établissent toutefois encore très loin de leurs niveaux du début de la décennie.

Le pétrole poursuit sa remontée entamée depuis son plus bas niveau de début 2016 (Brent à 29\$ le baril). Établi à 57\$ en début d'année dernière, son cours a fleurté avec les 70\$ en janvier 2018 et il s'échangeait à 67\$ début avril. D'un côté, son prix a été soutenu par la consolidation de la reprise mondiale, les tensions au Moyen-Orient et au Venezuela mais aussi par le prolongement, jusqu'à fin 2018, de l'accord de restriction de l'offre des pays producteurs (OPEP et Russie). À l'inverse, la hausse de la production nord-américaine constitue un facteur plutôt baissier pour le marché.

Comme depuis 2016, les métaux industriels s'inscrivent aussi dans une tendance globalement haussière. Après un fort rebond entre l'été et la fin d'année 2017, les cours se sont depuis plutôt stabilisés, voire ont subi, dans certains cas, quelques corrections à la baisse. Sur un an à début avril, l'aluminium gagnait à peine 1%, l'étain 3,5%, le plomb 2,5%, le cuivre 15%, le zinc 17% et le nickel 29%.

Pour les produits agricoles, les tendances restent variables (marchés à forte volatilité). Le retour à la hausse se dessine pour les céréales (sur un an à début avril : blé +11%, maïs +6%, riz +22%) et les oléagineux (soja +10%, tourteaux de soja +27%) mais à des niveaux de prix encore bas comparé au pic de 2012, quand de nombreux autres marchés continuent d'être orientés à la baisse (café -11%, sucre -28%, ...).

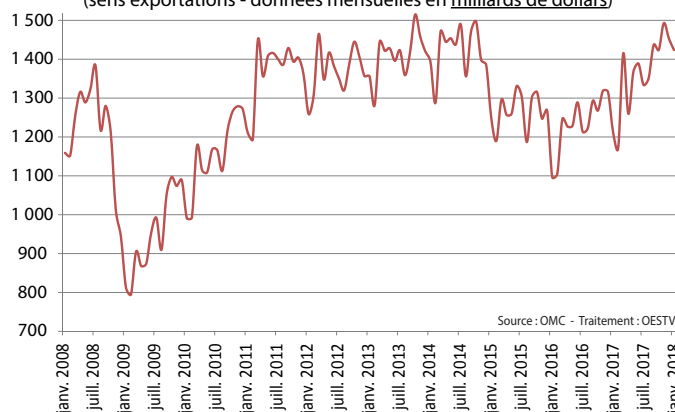
Croissance du PIB et prévisions (en %)

(Source : FMI - janvier 2018)

	2016	2017(e)	2018(p)
ZONE EURO	+1,8	+2,4	+2,2
France	+1,2	+1,8	+1,9
Allemagne	+1,9	+2,5	+2,3
Espagne	+3,3	+3,1	+2,4
Italie	+0,9	+1,6	+1,4
Royaume-Uni	+1,9	+1,7	+1,5
États-Unis	+1,5	+2,3	+2,7
Japon	+0,9	+1,8	+1,2
ÉCONOMIES AVANÇÉES	+1,7	+2,3	+2,3
Chine	+6,7	+6,8	+6,6
Inde	+7,1	+6,7	+7,4
Brésil	-3,5	+1,1	+1,9
Russie	-0,2	+1,8	+1,7
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+4,4	+4,7	+4,9
MONDE	+3,2	+3,7	+3,9

Échanges mondiaux de marchandises

(sens exportations - données mensuelles en milliards de dollars)



Indice d'ensemble des matières premières

(weekly CRB Commodity Index au 5 avril 2018)



À l'inverse, la hausse de la production nord-américaine constitue un facteur plutôt baissier pour le marché.

↳ Zone euro - Croissance record en 2017 ... optimisme pour 2018

En moyenne sur l'ensemble de l'année 2017, le PIB de la zone euro a crû de 2,4%, soit la meilleure performance depuis 2007. Cette croissance a par ailleurs été globalement bien répartie entre les différents pays de la zone et, dans chacun d'entre eux, entre les différents moteurs de l'activité.

Le climat des affaires, notamment dans l'industrie manufacturière, s'est renforcé de façon continue pour atteindre, en fin d'année passée, des niveaux historiques. La croissance retrouvée s'est également traduite par la poursuite de l'amélioration du marché du travail. En février 2018, le taux de chômage en zone euro s'établit désormais à 8,5% (en recul de 1 point sur 1 an) et le nombre de demandeurs d'emploi à 13,9 millions de personnes (-1,5 million sur un an et -5,5 millions sur 5 ans).

Au sein des 4 principales économies de la zone, l'activité a été particulièrement solide en Allemagne (+2,5% en moyenne sur 2017 selon le FMI). Cette dynamique a conforté l'état des finances publiques et le budget s'est affiché excédentaire pour la 4^{ème} année consécutive en 2017.

En Espagne, la croissance est également restée soutenue (+3,1%) et la crise catalane aura en définitive peu affecté l'activité.

En Italie (+1,6%), l'économie a retrouvé du souffle même s'il convient de signaler qu'elle reste la seule des grandes économies de la zone à ne pas encore avoir retrouvé son niveau de PIB d'avant-crise. Le contexte politique incertain, suite aux élections du 4 mars, témoigne du chemin qu'il reste à parcourir.

En France, le dynamisme des investissements (ménages et entreprises) et, secondairement, la consommation des ménages (un peu contrainte par la hausse de l'inflation) ont contribué à soutenir un rythme de croissance du PIB proche de 2%.

Si le climat des affaires montre, en ce début d'année 2018, quelques signes de modération (à des niveaux toutefois élevés), la croissance en zone euro devrait cependant garder son rythme en 2018 (+2,2% en prévision), et ce, malgré une appréciation notable de l'euro face au dollar (+16% sur 1 an alors que les politiques monétaires menées des deux côtés de l'Atlantique militent *a priori* pour une tendance inverse) qui confirme la confiance des marchés dans la solidité de la reprise en Europe.

↳ Autres économies avancées

Aux États-Unis, après une année 2016 décevante (PIB à +1,5%), l'activité a accéléré en 2017 (+2,3%) en s'appuyant sur la hausse des investissements des entreprises et sur un marché du travail toujours dynamique (taux de chômage à 4,1% depuis 6 mois). Pour 2018, l'adoption de la réforme fiscale voulue par Trump, très favorable aux entreprises, devrait permettre de conforter la confiance (PIB à +2,7% en prévision) mais, à l'inverse, les effets d'une guerre commerciale (Chine, acier, ...) inquiètent de plus en plus dans de nombreux secteurs d'activité en raison des risques de renchérissement des importations (distribution, textile, technologies) ou des taxes à l'exportation (automobile, aéronautique).

Au Royaume-Uni, la croissance s'est de nouveau modérée en 2017 (+1,7%) en raison d'un net ralentissement des investissements des entreprises et de la consommation des ménages.

La tendance pour 2018 serait la même : les incertitudes entourant le processus de sortie de l'UE (sur le commerce particulièrement) continueront de peser sur les projets des entreprises et le niveau de la Livre sterling (dépréciée de 20% par rapport à l'euro depuis fin 2015) sur le pouvoir d'achat des ménages britanniques.

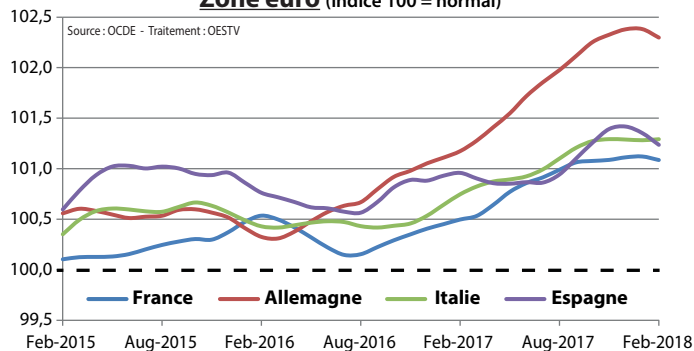
↳ Économies émergentes : une croissance soutenue par le canal des exportations

En Russie comme au Brésil, après 2 années de récession, l'activité a repris le chemin de la croissance en 2017 dans un contexte de remontée tendancielle des cours des matières premières (métaux industriels, pétrole et matières 1^{ères} agricoles) dont ces deux pays sont fortement exportateurs et de modération de l'inflation. En prévision pour 2018, la croissance se stabiliserait à +1,7% en Russie et se renforcerait à +1,9% au Brésil.

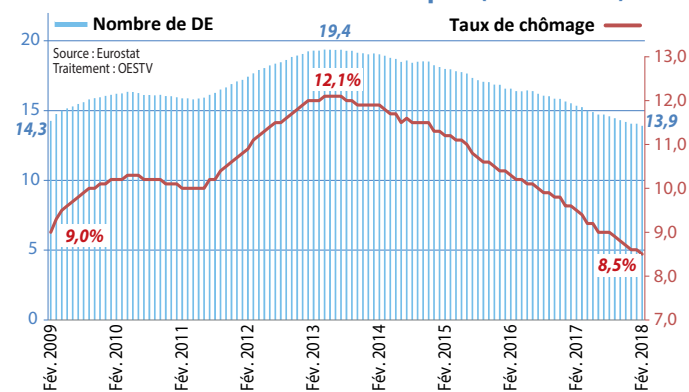
En Chine, la hausse de la demande émanant des économies avancées a également continué de soutenir l'activité industrielle et donc la croissance. Pour autant, le moral des industriels, en repli en ce début d'année 2018 et toujours fixé en deçà de sa moyenne long terme, témoigne de la difficulté de transition d'un modèle où la demande intérieure peine toujours à prendre le relais du canal des exportations. En prévision pour 2018, la croissance du PIB chinois se modérerait très légèrement à un niveau toujours élevé (+6,6%).

Climat des affaires dans l'industrie manufacturière

Zone euro (indice 100 = normal)

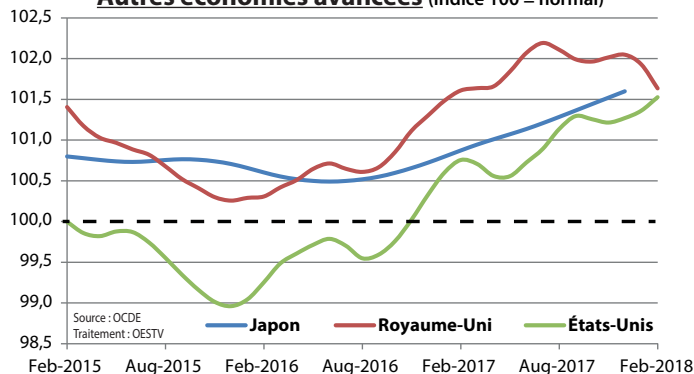


Zone euro (19) - Taux de chômage (en %) et nombre de demandeurs d'emploi (en millions)



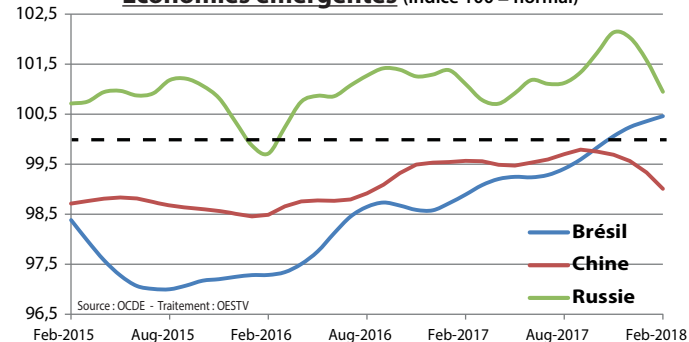
Climat des affaires dans l'industrie manufacturière

Autres économies avancées (indice 100 = normal)



Climat des affaires dans l'industrie manufacturière

Économies émergentes (indice 100 = normal)



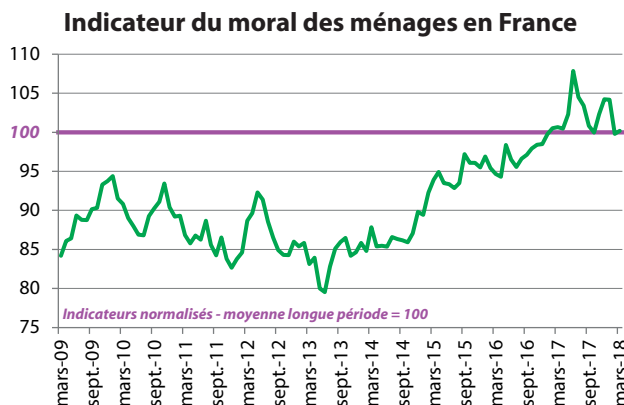
MORAL DES MÉNAGES - Stable en mars 2018 au niveau de sa moyenne long terme

En mars 2018, la confiance des ménages se stabilise à sa moyenne longue période (100) après un net repli en février (-4 points).

L'opinion des ménages relative à leur situation financière personnelle passée est quasi stable tandis que celle relative à leur situation financière personnelle future regagne 6 points (après en avoir perdu 5 le mois précédent). Les deux soldes demeurent toutefois en dessous de leur moyenne.

Le solde d'opinion sur leur capacité d'épargne actuelle perd 2 points tandis que celui sur leur capacité d'épargne future gagne 1 point. Les deux soldes se maintiennent légèrement au-dessus de leur moyenne de long terme.

Enfin, les ménages considèrent que le niveau de vie passé s'est de nouveau dégradé : le solde correspondant perd 2 points après avoir perdu 4 points en février.



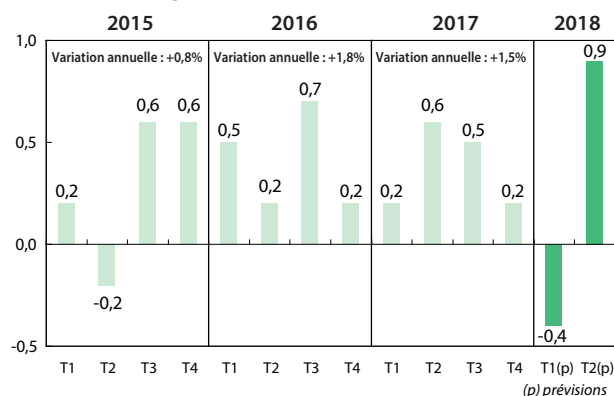
POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES - Sur un rythme légèrement inférieur à celui de 2016

En 2017, le rythme d'évolution du pouvoir d'achat des ménages a été un peu moins dynamique en progressant de +1,5% après +1,8% en 2016.

Si les revenus et salaires ont continué globalement d'accélérer dans un contexte de reprise de l'activité, les prix à la consommation se sont eux aussi inscrits en hausse ; l'inflation s'est en effet établie à +1,0% en moyenne en 2017, soit le taux le plus élevé depuis 5 ans, contre +0,2% en moyenne un an plus tôt.

En prévision sur le 1^{er} semestre 2018, le pouvoir d'achat connaîtrait des évolutions contrastées : il marquerait le pas au 1^{er} trimestre (-0,4%) sous l'effet en particulier de la hausse de la fiscalité indirecte sur les produits énergétiques et sur le tabac, avant de rebondir vivement au 2^{ème} trimestre (+0,9%).

Évolution trimestrielle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (variation T/T-1 en %)



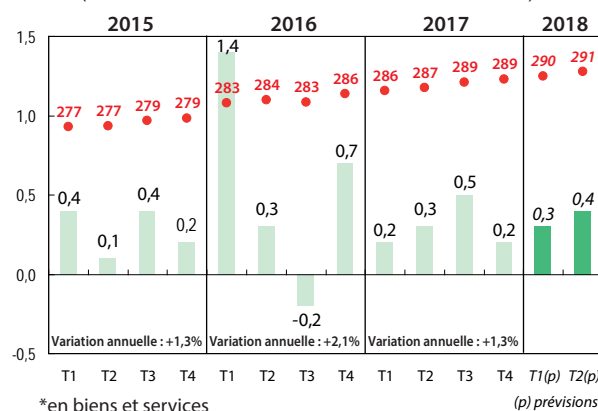
CONSOMMATION DES MÉNAGES - Ralentissement au 4^{ème} trimestre 2017 ... conserverait un rythme relativement solide sur le début d'année 2018

Au 4^{ème} trimestre 2017, les dépenses de consommation des ménages ont ralenti à +0,2%, après +0,5% au 3^{ème} trimestre. La consommation de services a crû quasiment au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,5% après +0,6%) tandis que celle en biens stagnait (0,0% après +0,6%).

En moyenne sur l'ensemble de l'année 2017, le rythme d'évolution de la consommation des ménages a sensiblement décéléré (+1,3% après +2,1% en 2016), en raison particulièrement d'un ralentissement des achats de biens (+1,0% après +1,8%).

En prévision sur le 1^{er} semestre 2018, la consommation des ménages resterait relativement solide (+0,3% au 1^{er} trimestre et +0,4% au 2^{ème}).

Évolution trimestrielle de la consommation* des ménages (variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



INVESTISSEMENT DES MÉNAGES - Croissance vigoureuse en 2017

L'investissement des ménages (essentiellement en logement : achat et entretien-amélioration) a légèrement ralenti au 4^{ème} trimestre 2017, tout en restant dynamique (+0,6% après +0,9% au 3^{ème} trimestre).

En moyenne annuelle, il a enregistré une vive accélération à +5,3% après +2,4% en 2016.

En prévision sur le 1^{er} semestre 2018, ces investissements devraient se modérer (+0,5% au 1^{er} trimestre puis +0,2% au 2^{ème}) compte tenu de la baisse anticipée des ventes et des projets de logements neufs.

TAUX DE MARGE DES SNF* - Quasi stable en moyenne sur l'ensemble de l'année 2017

*sociétés non financières

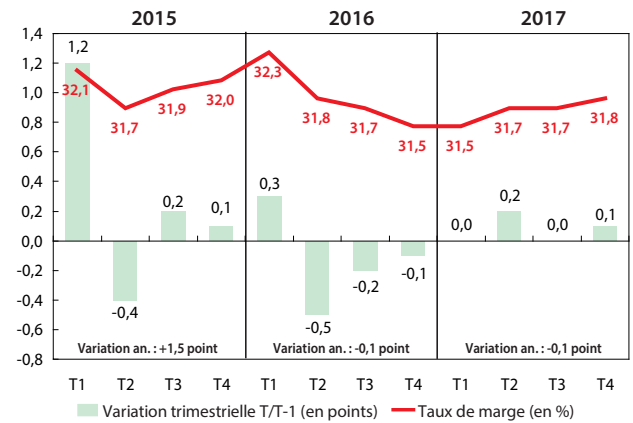
Au 4^{ème} trimestre 2017, le taux de marge (EBE/VA) des sociétés non financières a légèrement progressé à 31,8% (après 31,7% au 3^{ème} trimestre). La hausse des prix de l'énergie a été compensée par les gains de productivité.

En moyenne sur l'année 2017, le taux de marge s'est replié légèrement à 31,7% contre 31,8% en 2016 après la forte hausse de 2015 (+1,5 point). Les salaires réels ont été de nouveau plus dynamiques que les gains de productivité et la remontée du prix du pétrole a également contribué à rogner un peu les marges.

En prévision sur le début d'année 2018, le taux de marge resterait stable sur le 1^{er} trimestre avant de fléchir au 2^{ème} trimestre. Les gains de productivité ne compenseraient pas la dynamique des salaires réels dans un contexte de tension sur la main d'oeuvre.

Taux de marge des sociétés non financières

(Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée)



INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES* - Forte accélération en 2017

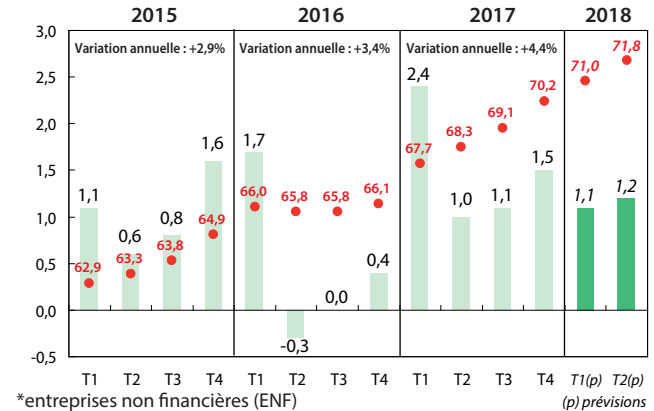
Au 4^{ème} trimestre 2017, l'investissement des entreprises non financières a accéléré à +1,5% (après +1,1% au 3^{ème} trimestre). Les immobilisations en produits manufacturés ont continué de croître à vive allure (+1,7% après +1,8%), tandis que les dépenses en services se sont nettement renforcées (+1,5% après +0,8%).

En moyenne sur l'année 2017, l'investissement des entreprises a augmenté de +4,4%, accélérant par rapport aux années précédentes (+3,4% en 2016 et +2,9% en 2015), soutenu par les dépenses en services (+4,7% après +3,0%) et par les achats de biens manufacturés (+4,0% après +4,2%).

En prévision sur le 1^{er} semestre 2018, les immobilisations des entreprises non financières devraient rester soutenues : l'appareil de production est en effet de plus en plus sollicité et les conditions de financement continuent d'être favorables.

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises*

(variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



CLIMAT DES AFFAIRES - En léger repli depuis le début 2018 ... à des niveaux élevés

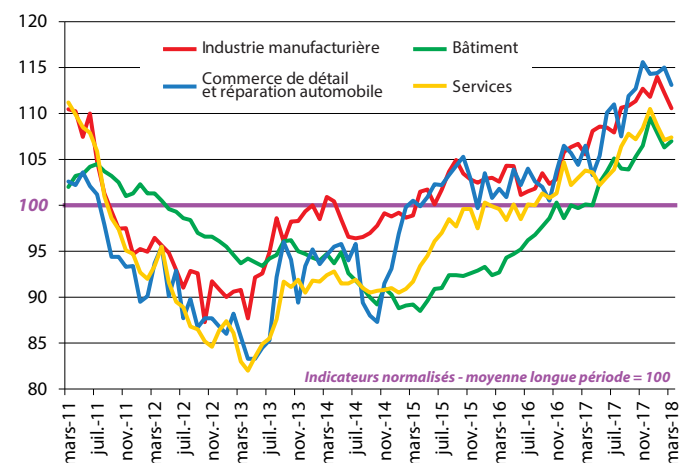
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés en mars 2018, le climat des affaires mollit un peu mais reste très favorable. L'indicateur synthétique perd 1 point après 2 en février et se situe à 111, soit très nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (100). Les industriels sont un peu moins optimistes sur les perspectives générales avec un solde qui diminue encore un peu après avoir atteint, en janvier, son plus haut niveau depuis juillet 2000. Les carnets de commandes sont également considérés comme un peu moins garnis ; ils avaient eux aussi fleurté avec leur plus haut niveau depuis 10 ans.

- **Bâtiment** - Le climat des affaires s'améliore légèrement en mars : l'indicateur qui le synthétise gagne 1 point (après en avoir perdu 2 en février) et s'établit à 107, largement au-dessus de son niveau de long terme. Les entrepreneurs sont globalement optimistes concernant leur activité pour les prochains mois. Même si les carnets de commandes sont jugés un peu moins garnis, les capacités de production demeurent fortement utilisées (à 88,9% contre 88,5% en moyenne) et les prix pratiques pourraient être revus à la hausse.

- **Commerce de détail / automobile** - Le climat des affaires est un peu moins favorable en mars : l'indicateur qui le synthétise perd 2 points (à 113) tout en demeurant largement haut dessus de sa moyenne longue période. Les chefs d'entreprise sont un peu moins optimistes pour les prochains mois : les soldes relatifs aux ventes prévues, aux intentions de commandes et aux perspectives générales d'activité baissent depuis le début de l'année mais restent, eux aussi, nettement supérieurs à leur moyenne long terme.

- **Services marchands** - En mars, le climat des affaires est stable, à 107, après un recul de 2 points en février. L'opinion des entrepreneurs sur les perspectives générales diminue légèrement, le solde d'opinion sur l'activité passée recule à nouveau, tandis que celui relatif à l'activité prévue s'affermis légèrement ; ces différents soldes s'établissent cependant tous au-dessus de la "normale".

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



COMMERCE EXTÉRIEUR - Forte dégradation du déficit commercial sur l'année 2017

Source : Douanes

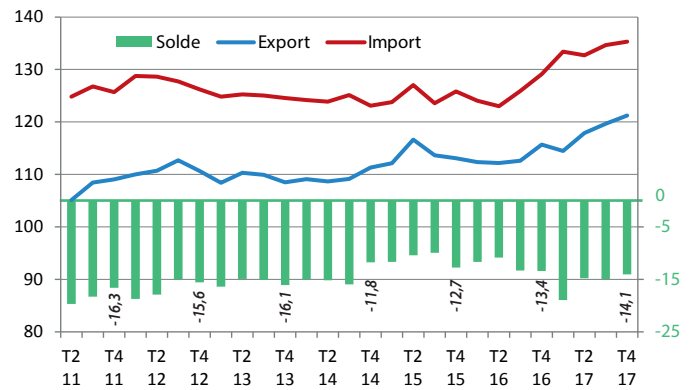
Au 4^{ème} trimestre 2017, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) s'est replié de -6,2% comparé au trimestre précédent pour s'établir à 14,1 milliards d'euros. Dans le détail, nos exportations progressent plus rapidement (+1,3% après +1,5%) que nos importations (+0,5% après +1,5%).

Sur l'ensemble de l'année 2017, le déficit de notre solde commercial s'est toutefois alourdi de 27%, passant de -49,3 Mds€ en 2016 à -62,8 Mds€ en 2017. Cette dégradation s'explique pour partie par celle de la facture énergétique qui repart à la hausse après 4 années consécutives de baisse. De plus, dans un contexte d'accélération de l'activité économique, notre déficit manufacturier s'est de nouveau creusé en raison d'une nette reprise des achats de biens intermédiaires.

Dans le détail, les exportations françaises ont progressé de +4,5% sur 2017 (473,3 Mds€) quand, dans le même temps, les importations augmentaient de +6,8% (536 Mds€).

Solde commercial en France

(données FAB/FAB y.c. matériel militaire - CVS-CJO en milliards d'euros)



PIB - Croissance solide en 2017

Source : INSEE

Au 4^{ème} trimestre 2017, le produit intérieur brut (PIB) en volume a accéléré à +0,7% après +0,5% au 3^{ème} trimestre.

Si les dépenses totales de consommation (ménages + administrations publiques) ont ralenti (+0,3% après +0,5%), l'investissement total a lui continué d'accélérer (+1,1% après +0,9%).

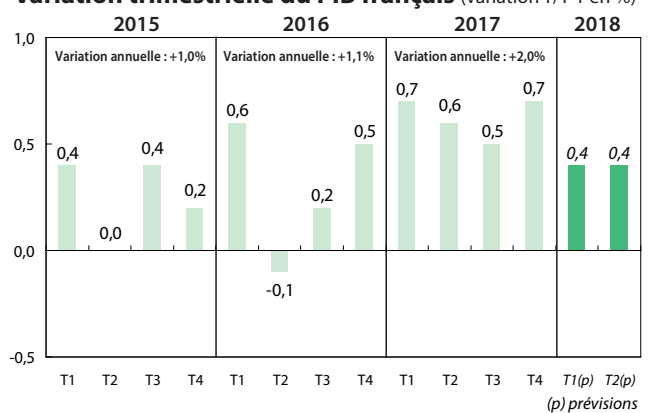
Au global, la demande intérieure finale hors stocks a ralenti légèrement (contribution à +0,5 point après +0,6 point le trimestre précédent). Le solde extérieur a, pour sa part, contribué à la croissance du PIB au 4^{ème} trimestre (+0,7 point après -0,4 point), tandis, qu'à l'inverse, les variations de stocks y contribuaient négativement (-0,4 point après +0,3 point).

En moyenne sur l'année 2017, la croissance s'est établie à +2,0% après +1,1% en 2016.

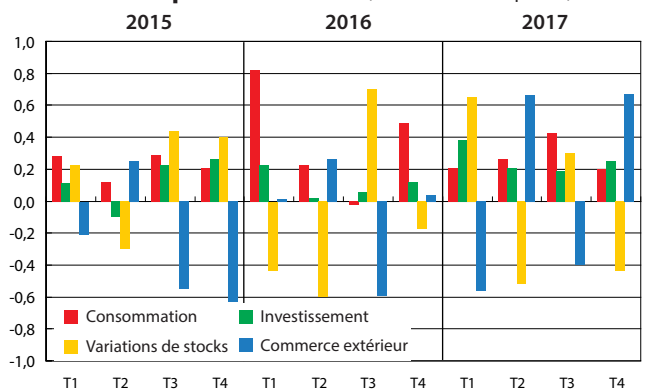
La demande intérieure finale hors stocks y a fortement contribué pour +1,9 point (après +2,0 points en 2016). La contribution des variations de stocks est redevenue positive à +0,4 point (après -0,1 point). Enfin, le commerce extérieur a, une nouvelle fois, mais de manière plus mesurée, pesé négativement sur le PIB (-0,3 point après -0,8 point).

En prévision sur le 1^{er} semestre 2018, l'activité devrait ralentir légèrement (+0,4% pour les 1^{er} et 2^{ème} trimestres) en raison notamment d'une demande intérieure un peu moins forte (contribution anticipée de +0,4 point pour chacun des 2 premiers trimestres) et un commerce extérieur qui pèserait toujours négativement (contribution attendue de -0,1 point et -0,2 point).

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



Les composantes du PIB (contributions en points)



EMPLOI SALARIÉ - Accélération dans le privé et poursuite du repli dans la fonction publique au 4^{ème} trimestre 2017

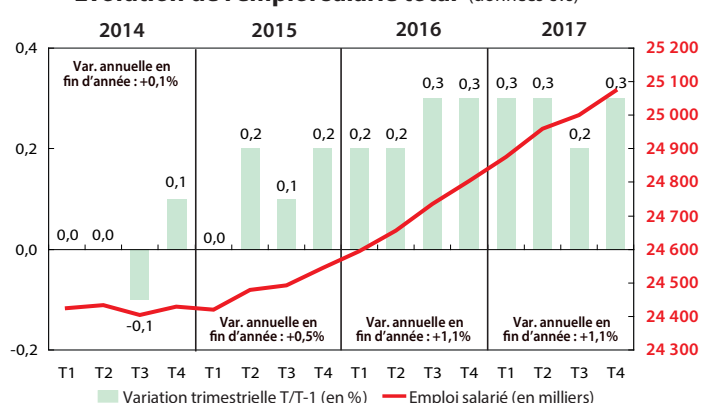
Source : INSEE

Selon l'Insee, l'emploi salarié total a de nouveau augmenté de +0,3% (+72 700 postes) au 4^{ème} trimestre 2017 comparé au précédent, poursuivant ainsi sa hausse constante depuis le printemps 2015. Dans le détail, l'emploi salarié a augmenté de 82 300 postes dans **le privé** (+0,4%) tandis qu'il se repliait légèrement de 9 600 postes dans **la fonction publique** (-0,2%).

Sur un an, à fin décembre 2017, l'emploi salarié total a progressé de 268 800 postes (+1,1%). Il s'est accru de 277 700 dans **le privé** (+1,5%) tandis qu'il a reculé de 8 900 dans **le public** (-0,2%).

À fin décembre 2017, la France comptait un peu plus de 25 millions d'emplois salariés : 19,3 millions dans **le privé** et 5,8 millions dans **la fonction publique**.

Évolution de l'emploi salarié total (données cvs)



Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands au 4^{ème} trimestre 2017

- Dans l'**INDUSTRIE**, l'emploi a renoué avec la croissance en fin d'année passée en progressant de 6 400 postes comparé au 3^{ème} trimestre (+0,2% après 0,0%), **ce qui constitue sa première hausse depuis 2001.**

À fin décembre 2017, la France comptait 3,144 millions de salariés dans l'industrie, **en légère hausse de +1 100 postes sur un an.**

- Dans la **CONSTRUCTION/BTP**, la reprise de l'emploi s'est confirmée à l'automne 2017 avec une hausse de +1,0% (+13 700 postes) après +0,2% (+2 500 postes) sur le trimestre précédent.

À fin décembre 2017, la France comptait 1,358 million de salariés dans le secteur de la construction, en évolution de **+2,3% sur un an (gain de 30 100 emplois), soit la hausse la plus conséquente depuis 2007.**

- Dans le **COMMERCE**, les effectifs ont poursuivi leur progression au 4^{ème} trimestre 2017 avec un gain de 7 100 postes (+0,2%), après +6 200 postes (+0,2%) au trimestre précédent.

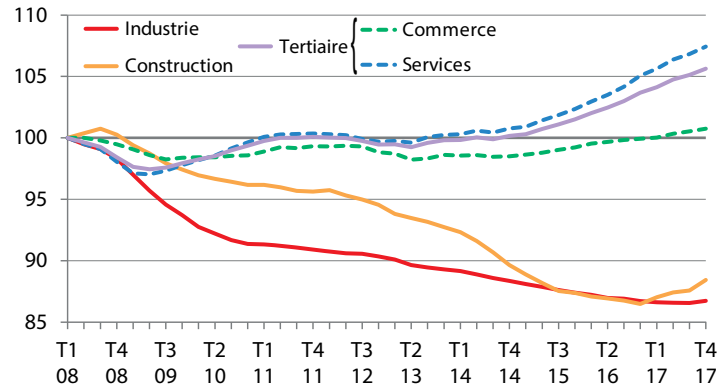
À fin décembre 2017, la France comptait 3,140 millions de salariés dans le commerce, **en hausse de +0,8% sur un an (+25 900 postes).**

- Dans les **SERVICES MARCHANDS**, la hausse des effectifs est demeurée très dynamique (+0,6%) pour un gain de 52 600 postes après +36 500 (+0,4%) sur le trimestre précédent. L'emploi intérimaire a de nouveau progressé franchement au 4^{ème} trimestre 2017 de +2,1% (+15 400 postes après +10 800 postes au 3^{ème} trimestre).

À fin décembre 2017, la France comptait 9,1 millions de salariés dans les services marchands, **en forte progression de +2,3% sur un an (+199 800 postes, dont +56 200 intérimaires).**

En prévision sur le 1^{er} semestre 2018, l'emploi salarié continuerait d'augmenter dans les secteurs marchands (+129 000 postes) sur un rythme aussi soutenu qu'au 2^{ème} semestre 2017 en raison de la progression encore solide de l'activité. Dans le détail, l'emploi progresserait dans l'ensemble des secteurs : +6 000 postes dans l'industrie, +10 000 dans la construction, +20 000 pour l'intérim et +93 000 dans le tertiaire marchand (hors intérim).

Évolution de l'emploi salarié marchand (base 100 au T1 2008)



CHÔMAGE - Après un temps d'arrêt au 3^{ème} trimestre, le taux de chômage a reculé de nouveau et très fortement au 4^{ème} trimestre 2017

Source : INSEE - DARES

Selon Pôle Emploi, à fin février 2018, le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A en France métropolitaine a reculé de -1,2% depuis le début de l'année, soit 40 500 DE de moins.

Toutes les catégories d'âge profitent de cette baisse sur les 2 premiers mois de 2018 (comparé à fin décembre 2017) :

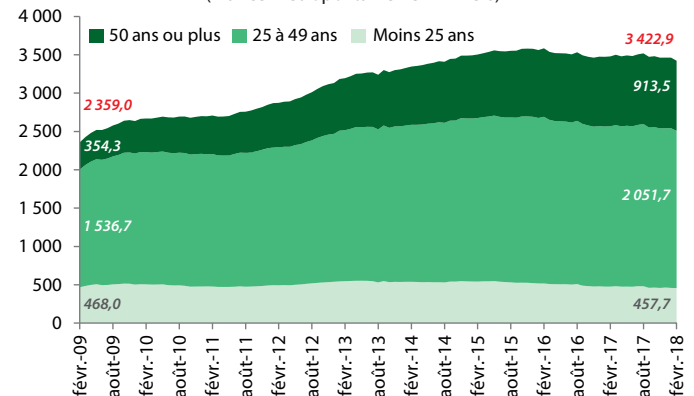
- ⇒ -1,5% pour les -25 ans (-6 800 DE)
- ⇒ -1,3% pour les 25/49 ans (-26 800 DE)
- ⇒ -0,7% pour les +50 ans (-6 900 DE).

Sur un an à fin février 2018, le nombre de demandeurs d'emploi s'inscrit en repli de -1,6%, soit -56 100 inscrits.

À fin février 2018, la France comptait **3,423 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A.**

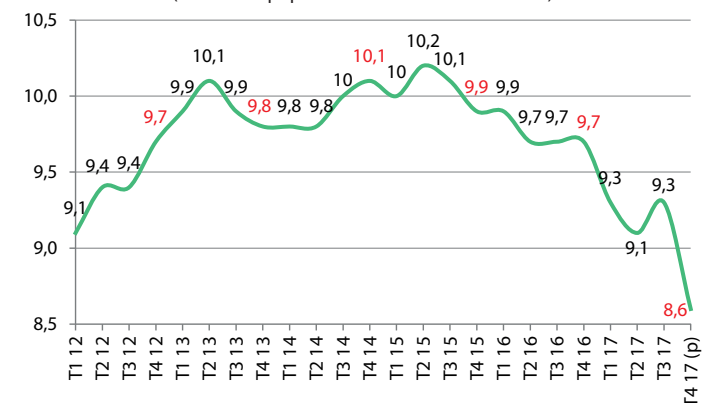
Demandeurs d'emploi de catégorie A

(France métropolitaine - en milliers)



Taux de chômage en France métropolitaine

(en % de la population active - au sens du BIT)



En moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2017, le **taux de chômage** au sens du BIT en France métropolitaine s'est établi à **8,6%** de la population active, en très net repli de **0,7 point** comparé au trimestre précédent.

Le taux de chômage a reculé franchement pour toutes les catégories d'âge sur ce trimestre :

- ⇒ taux à 20,7% pour les -25 ans (-1,0 point comparé au 3^{ème} trimestre 2017)
- ⇒ 8,0% pour les 25-49 ans (-0,9 point)
- ⇒ 6,1% pour les +50 ans (-0,3 point)

NOTES

Partenaires financeurs de l'OESTV



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- FNTR Pays de la Loire
- MEDEF Vendée
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UDAF Vendée
- UIMV
- UPA Vendée
- CC de l'Île de Noirmoutier
- CC du Pays de Fontenay-Vendée
- CC du Pays des Herbiers
- CC de Terres de Montaigu
- Olonne-sur-Mer
- Roche-sur-Yon-Agglomération
- Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- SEM les Sables d'Olonne Développement
- Société Publique Régionale Pays de la Loire
- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- CAVAC
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- E.Leclerc - SAS PSV Distribution
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- GAUTIER France
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- ICES
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- Mutuelles de Vendée
- OCF
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- Yves COUGNAUD

OESTV



Observatoire Économique, Social
et Territorial de la Vendée

Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr